

N°

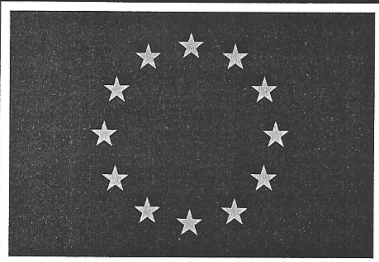
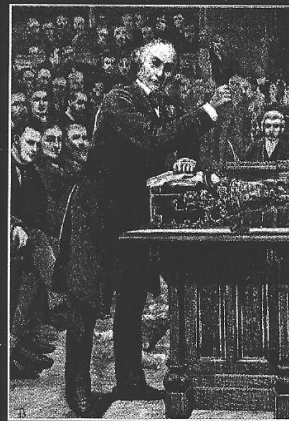
23

7ème année

Août 1999

AGON

BULLETIN TRIMESTRIEL



Associations des juristes européens pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes

Associations of lawyers for the protection of the financial interests of the European Communities

Juristenvereinigungen zum Schutz der finanziellen Interessen der Europäischen Gemeinschaften

procédures à caractère judiciaire ou quasi-judiciaire ou en tous les cas sur les procédures qui, si l'infraction administrative ou pénale est constatée, conduisent irrémédiablement à une sanction à caractère pénal. L'avocat général et la Cour en arrivent à cette conclusion sur la base de la genèse de la directive et des versions dans les autres langues. Tous deux n'admettent pas une lecture aussi large du concept d'«enquête judiciaire», qui voudrait que tous les actes administratifs contre lesquels un appel est possible en relèvent. Bref, le concept d'«enquête judiciaire» issu de la directive doit dès lors être explicité, de sorte qu'une procédure administrative telle la procédure allemande concernée, qui demeure limitée à la préparation d'une mesure de droit administratif n'en relève que pour autant qu'elle précède immédiatement une procédure contentieuse ou quasi-contentieuse et découle de la nécessité, en vue de la phase procédurale proprement dite, d'obtenir des preuves ou d'engager une enquête à propos d'une affaire.

Conclusion

En tout cas, il peut être établi que la Cour de Justice n'est pas à la recherche d'une définition communautaire fixe des termes pénaux dans le droit communautaire secondaire. Le contenu et la portée des termes pénaux dépendent fortement du contenu, de l'objectif et de l'étendue de la directive ou règlement communautaire. Toutefois, on peut se demander si l'on ne doit pas utiliser de façon plus prudente les concepts de droit pénal national en droit communautaire secondaire, de sorte qu'il ressorte, plus clairement qu'à l'heure actuelle, s'ils demeurent ou non limités au droit pénal formel, au droit punitif des sanctions au sens de l'art. 6 CEDH ou au sens plus large. Les mêmes réflexions peuvent s'appliquer aux concepts «application du droit pénal national ou administration nationale de la justice» dans le traité d'Amsterdam. Le jour où la Cour de Justice sera appelée à interpréter ces concepts, elle ne pourra en tout cas pas renvoyer la balle aux contours formels du droit (procédural) pénal national, parce que la compétence juridique communautaire d'harmonisation dans le domaine de la coopération douanière et de la lutte contre la fraude ne peut évidemment pas défendre des différences nationales dans le domaine pénal.

Prof.dr. J.A.E. VERVAELE
 Professeur de droit pénal économique
 et financier - Utrecht
 Professeur au Collège d'Europe - Bruges

THE STRUGGLE AGAINST ORGANIZED CRIME

Turin, 23rd April 1999. Mr Pino Arlacchi, the Deputy General Secretary of U.N.O., and Mario Monti, the Commissioner of the U.E., participated with the sponsorship of the Regional Council of Piedmont, to a Conference (organized by the «C.I.E.», «Centre for criminal tax law», «LIBERA» and «Narcomafie») on the theme «Towards the U.N. Convention». The new frontiers of the struggle against organized crime (with contributions of Rinaldo Bontempi, Piero Luigi Vigna, Antonio Rossi, Fernando Carpentieri, Giansandro Sandrelli, Ivo Caraccioli, Alberto Bradanini, Teresa Benvenuto, Emanuele Marotta, Vaifra Palanca - divided into two sections respectively devoted to «Narcotic trade, money laundering, tax heavens» -together with the serious subject of usury- and «the slave trade» (migrants, women, children).

During the Congress various themes on organized crime were examined closely, finding that, with the opening of the frontiers, new forms of expansion and diffusion (if you think of the modern techniques of the rapid transferring of money from a country to another, the imitation of commercial products, the disclosure of illegitimate trade through «Internet», the international trading of human organs, and so on).

And yet there are signs of optimism. From the U.N. observatory it results it is because of the effect of the actions of the contrast, that the traffic and the consumption of drugs are decreasing.

As for the European Commission, it is occupied in limiting the areas of «tax heavens», that are not only dangerous under a strict fiscal profile, but also for the connections, with the coverage that some of these Countries finish up giving to the organized crime (and this through the impenetrability of the banking secret also for penal offences, the absolute lack of judicial cooperation, and in some case -as tempted, with a decree then revoked at an international level, the Republic of the Seychelles- also the total criminal immunity).

A strong contribution to the actions of contrast, derives at a political level, with a more and more sensitivity from the European Parliament, to these problems, with the attenuation of old nationalistic jealousies, and also specialized organisms (such as UNICRI, EUROPOL, etc.).

Numerous teachers and students from a refresher course devoted to the «Education on legality», attended the conference.

Silvio VIVIANI
 Member of the «Centre for criminal tax law»
 (Turin, Italy)